

Hollande 2.0 : Emmanuel Macron ou le président aux réformes en trompe l'œil



Emmanuel Macron bénéficie, dit-on, d'un regain de popularité. Alors que son action à la tête de la France a désormais un peu plus de six mois, il n'est pas incongru de s'interroger et de tirer un premier bilan, tant les premiers mois sont décisifs dans un quinquennat.

Avec Les Arvernes

Disons-le tout net : il existe des différences entre François Hollande et Emmanuel Macron. De style, en particulier à l'égard de la presse, tenue à l'écart. D'époque, puisque l'on perçoit que la crise du système politique est un fait de l'Occident, non de notre seul pays. Surtout, le système politique français est, Emmanuel Macron en est à la fois le symptôme, le responsable et le bénéficiaire, en ruines.

Au-delà de ces différences, Emmanuel Macron, ancien conseiller de François Hollande, ancien Secrétaire Général Adjoint de l'Elysée sous François Hollande, ancien Ministre de François Hollande, présente pourtant dans l'exercice du pouvoir, des similitudes grandes avec son mentor.

Premièrement, comme François Hollande, Emmanuel Macron, les grands mots de Mai 2017 remisés, n'oublie pas, au jour le jour, la petite politique politicienne. Il s'apprête, lui que l'on présente – à tort – comme grand européen, à transformer le scrutin européen de 2019 en un sujet national, ce qui choque jusqu'à ses plus forts soutiens en Europe. Pas une semaine sans qu'un de ses « lieutenants » ne distille l'idée que la révolution macronienne nécessitera deux mandats. Plus largement, il faut être sourd, aveugle, voire franchement cynique, pour ne pas voir qu'Emmanuel Macron passe une partie importante de ses journées non pas à réformer la France mais à préparer sa réélection en fracturant le paysage politique et notamment la droite. François Hollande n'aurait pas fait mieux.

Deuxièmement, comme François Hollande, Emmanuel Macron, ayant promis tout, son contraire, et soyons justes, finalement pas grand chose, ne réforme pas la France. Certes, il déplace – dans le bon sens – quelques curseurs sur le marché du travail, même si en concentrant le rapport salarial au niveau de la branche, il choisit une réforme en réalité a minima, peu susceptible d'agir sur le niveau de chômage. Certes, dans le domaine de l'éducation, Jean-Michel Blanquer, seul Ministre d'envergure de ce gouvernement, semble déterminé à enfin renverser la spirale de la démagogie post soixante-huitarde qui a méthodiquement sapé les fondements de notre école républicaine, et affaibli notre productivité du travail. Certes, Emmanuel Macron a le verbe haut sur la scène internationale, borgne au Royaume des aveugles. Mais où est la réforme de la sphère publique, Mère de toutes les réformes, sans laquelle l'on ne parviendra pas à remettre l'économie française d'aplomb et à sauver l'euro ? Même la Commission européenne et la grande presse financière anglo saxonne qui l'ont tant soutenu, peu suspects d'anti macronisme primaire, commencent à distiller ce secret de Polichinelle : les déficits ne sont pas réduits, la dépense publique n'est pas mise sous tension, la France n'est pas réformée. Mais

gagons que comme François Hollande, Emmanuel Macron, vers le mi quinquennat, nous sortira d'un chapeau, à l'émerveillement des niais, un « pacte de compétitivité », un « contrat pour la France 2050 » ou autre soi disant révolution copernicienne, destinée à faire diversion le temps que la prochaine élection arrive.

Enfin, comme François Hollande, Emmanuel Macron n'oublie pas de gouverner avec les moyens qui lui restent : la politique spectacle, l'idéologie, la stigmatisation des vilains. En fait de politique spectacle, Emmanuel Macron pense s'occuper de l'armée française en endossant successivement les uniformes de Top Gun et de Jack Ryan. Et pendant ce temps, quand il s'agit de vrais sujets, il traite de manière scandaleuse le Chef d'Etat Major des Armées, instillant une défiance profonde entre l'armée et le Pouvoir, lance une Revue Stratégique dont le résultat médiocre prélude mal de la prochaine Loi de Programmation Militaire (LPM) etc. En fait d'idéologie, Emmanuel Macron, comme François Hollande n'oublie pas sa double appartenance à la gauche et au monde sans racines des cosmopolites des beaux quartiers. Comment comprendre autrement l'idée de célébrer par un jour férié mai 1968, ou sa réforme de l'ISF dont l'un des effets est de faire la part belle à ceux qui ont beaucoup d'argent, mais pas d'ancrage dans le sol ? En fait de vilains, Emmanuel Macron s'inscrit dans la tradition désormais bien ancrée à gauche, qui d'intellectuelle se veut désormais morale. Et de vilipender ceux qui refusent le conformisme lisse et glacé qui, nous prenant pour des enfants, nous interdit de penser, boire, chasser, fumer en un mot, de vivre. Que l'on songe ici, exemple parmi tant d'autres, à la continuité entre ce quinquennat et le précédent, qui poursuit le tabac, tantôt à coup de paquet neutre – alors même que la mesure est largement sans effet – tantôt en usant de la bonne vieille matraque fiscale avec la hausse programmée du prix du paquet, au mépris d'ailleurs des réalités européennes et au prix d'une augmentation inéluctable de la contrebande.

Nous l'avions dit et craint : Emmanuel Macron est bien le fils de François Hollande.